

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-31 du 24 septembre 2026

Sommaire

Brèves : Le Président de la République anime deux tables rondes en marge de l'assemblée générale des Nations-Unies à New-York, organisées par le Service Economique Régional.

Commerce et sanctions

1. D. Trump ordonne le retrait des produits canadiens des programmes d'achats publics civils
2. Le Département du Commerce limite les importations de polysilicium
3. Le 18 septembre, le président D. Trump a promulgué le Lindsey O. Graham Sanctioning Russia and Iran Act of 2026

Climat – énergie – environnement

4. Le pôle EDDT participe à la Climate Week de New-York
5. La Maison Blanche publie le bilan du G20 Energy Abundance
6. Le prix du diesel atteint un niveau record aux Etats-Unis

Transport et infrastructure

7. Le président D. Trump affirme son opposition à « une taxe carbone mondiale » sur le transport maritime

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA dévoile l'*American Biofuels Trade Outlook*
9. Publication du Code alimentaire 2026 de la FDA

Numérique et innovation

Brèves

Santé

10. Le Département du Commerce précise les modalités d'application d'exemptions de droits 232 pour certains médicaments importés
11. Une requête dans le cadre du Freedom of Information Act dévoile partiellement le contenu des accords de Pfizer et Eli Lilly avec l'administration américaine

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Le Président de la République anime deux tables rondes en marge de l'assemblée générale des Nations-Unies à New-York, organisées par le Service Economique Régional

- Le 22 septembre, en marge de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, le Président de la République M. Emmanuel Macron a réuni au consulat général de France à New York des représentants de banques et de fonds d'investissement. Lors de cette rencontre organisée par le service économique régional, la politique d'attractivité de la France a été saluée pour sa constance depuis dix ans.



- Le 23 septembre, en marge de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, le Président de la République M. Emmanuel Macron a réuni à la Représentation permanente de la France à New York plusieurs économistes de premier plan autour des déséquilibres macroéconomiques mondiaux. Cette rencontre, organisée par le service économique régional, s'inscrit dans la continuité du Sommet de convergence mondiale pour la croissance du 11 juin dernier et vise à approfondir la réflexion sur les déséquilibres de balances courantes, les flux de capitaux internationaux et le fonctionnement du système monétaire international. Autour de la table figuraient notamment Gita Gopinath, Kenneth Rogoff, Kristin Forbes, Jason Furman, Alan M. Taylor, Zongyuan Zoe Liu, Pierre Yared et Michael Froman. Les échanges ont porté sur les ressorts de ces déséquilibres et sur les conditions d'une correction coordonnée, que la France entend continuer de porter dans le cadre de sa présidence du G7.

Commerce et sanctions

1. D. Trump ordonne le retrait des produits canadiens des programmes d'achats publics civils

Mercredi 16 septembre, conformément aux annonces intervenues la semaine précédente, D. Trump a [ordonné](#) aux agences fédérales de retirer les produits canadiens des programmes d'achats publics civils. La mesure vise notamment les programmes de la General Services Administration et intervient en réponse aux restrictions canadiennes invoquées par l'administration américaine. Elle doit encore être mise en œuvre par les agences concernées.

2. Le Département du Commerce limite les importations de polysilicium

Le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce prévoit de limiter les importations de polysilicium avant l'entrée en vigueur des droits de douane 232 le 4 décembre. Un règlement provisoire, dont la publication est prévue le jeudi 24 septembre, doit interdire les importations dont les volumes dépassent les moyennes historiques des opérateurs ; les entreprises sans historique de référence seront soumises à des plafonds hebdomadaires.

3. Le 18 septembre, le président D. Trump a promulgué le Lindsey O. Graham Sanctioning Russia and Iran Act of 2026

Vendredi 18 septembre, le Président Trump a [signé](#) la loi « [Lindsey O. Graham Sanctioning Russia and Iran Act of 2026](#) », ou « paquet Graham ». Adopté en août par le Sénat (86-11), puis le 16 septembre par la Chambre (262-159), le texte autorise le Président à imposer un droit de douane général de 500% sur les produits russes importés aux Etats-Unis, ainsi que des droits pouvant atteindre 100% sur les cinq premiers importateurs de pétrole brut ou de gaz naturel et sur les cinq premiers pays facilitant le contournement des sanctions. La loi comporte également un volet de sanctions visant des secteurs de l'économie russe, dont la flotte fantôme de pétroliers.

Le texte prolonge par ailleurs jusqu'en 2031 l'Iran Sanctions Act de 1996.

Climat – énergie – environnement

4. Le pôle EDDET participe à la Climate Week de New-York

Le pôle Ecologie, Développement durable, Energie et Transports (EDDET) du SER a participé à la « [Climate Week](#) » qui se tient à New-York du 20 au 27 septembre en parallèle de l'Assemblée générale des Nations unies. Organisée par l'ONG Climate Group, il s'agit d'un des principaux rendez-vous mondiaux consacrés au climat et à la transition énergétique, réunissant gouvernements, entreprises, investisseurs, ONG, chercheurs et acteurs de la société civile. Au-delà d'un lieu de conférence principal, l'événement labelise également une centaine d'événements et de rencontres sur la semaine. Pour la France, M. Faraco, Ambassadeur chargé des négociations climatiques, des énergies décarbonées et de la prévention des risques climatiques, a pu notamment [partager](#) lors de la cérémonie d'ouverture l'engagement national en faveur de l'électrification et de la sortie des énergies fossiles. De nombreuses entreprises françaises participaient par ailleurs à l'évènement.

Parmi les sujets traités, la nécessité de considérer désormais la lutte contre le changement climatique comme un impératif de sécurité nationale a pu être mis en avant, au même titre que l'argument moral (il est juste de le faire) ou économique (il est démontré que la transition peut soutenir la croissance tout en réduisant les émissions. Elle est par ailleurs un facteur de compétitivité : les énergies renouvelables pouvant atténuer fortement l'augmentation du prix des énergies fossiles, conjoncturelle et structurelle). L'intensification indéniable des phénomènes naturels l'été dernier, en Europe comme aux Etats-Unis, requiert une accélération des politiques d'atténuation comme d'adaptation, en particulier contre les épisodes de fortes chaleurs dont le nombre et l'intensité ne vont que croître dans les années à venir. Les acteurs économiques doivent dans ce contexte se préparer et investir afin d'être en mesure de gérer les crises à venir, prévisibles, plutôt que de les subir. La question stratégique de l'eau dans ce contexte a été évoquée à plusieurs reprises, notamment pour souligner le risque de « [water Bankruptcy](#) » plus ou moins marqué selon les pays, mais commun à tous.

Actualité oblige, le débat autour de l'intelligence artificielle (IA) a pris une place notable, les échanges ressortant toutefois comme équilibrés : l'empreinte écologique (émissions, consommation d'eau, consommation d'espace) des data centers est indéniable et doit impérativement être réduite. Toutefois, le potentiel de l'IA dans l'accélération des solutions de développement durable (réduction de la consommation d'énergie des bâtiments, ou meilleure prévention

des feux de forêts par exemple) est prometteur et mérite à ce titre d'être encouragé. Face à ce nouveau secteur, gros consommateur d'énergie, les enjeux autour du réseau électrique (rénovation, expansion, optimisation, accélération des raccordements) ont à nouveau été désignés comme clefs pour accompagner les nécessaires politiques d'électrification sur la base d'énergies renouvelables. Plusieurs intervenants ont rappelé également la réalité du monde où l'accès même au réseau électrique n'est pas toujours garanti dans certaines zones, situation à laquelle il convenait de remédier.



5. La Maison Blanche publie le bilan du G20 Energy Abundance

La Maison Blanche a [publié](#) le 21 septembre les conclusions de la réunion ministérielle de la filière *G20 Energy Abundance* qui a eu lieu à Houston du 14 au 16 septembre. Elle se félicite de l'obtention d'un consensus autour de quatre axes et textes associés : i) l'accès à l'énergie, ii) l'efficacité des procédures d'autorisation, iii) la réutilisation de l'eau et iv) la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques. Elle rappelle également que plusieurs annonces ont eu lieu en marge de l'évènement : Hitachi Energy a annoncé un investissement dans une usine de transformateurs dans le Mississippi ; l'entreprise Caturus, une extension de ses capacités d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) en Louisiane ; Continental Resources, la signature d'un memorandum of understanding (MOU) avec PDVSA la compagnie pétrolière publique vénézuélienne pour le développement et l'exploitation du bloc Ayacucho 2 qui contiendrait environ 30 milliards de barils de pétrole de réserve ; l'Agence de protection de l'environnement, la suppression des normes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des centrales électriques au charbon et au gaz (voir brèves du 17 septembre).

6. Le prix du diesel atteint un niveau record aux Etats-Unis

L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 18 septembre un article indiquant que le prix moyen du diesel vendu au détail aux États-Unis a atteint son niveau le plus élevé en termes nominaux depuis le début de la série en 1994, et son niveau le plus élevé, corrigé de l'inflation, depuis 2022. Malgré une production américaine élevée, à 5,1 Mb/j, et un taux d'utilisation des raffineries de 97 %, les stocks de distillats restent 13 % sous la moyenne des cinq dernières années. Cette situation s'explique notamment par le niveau élevé des exportations nettes américaines de produits distillés, restées depuis février proches ou supérieures au niveau maximal observé sur la période 2021-2025. L'EIA souligne par ailleurs que la baisse de la production de distillats à l'étranger, notamment en Russie, en Chine et au Moyen-Orient, a contribué à la hausse des prix internationaux, augmentant à la fois le coût des importations américaines et la demande pour les exportations américaines de diesel. La hausse des exportations nettes, particulièrement marquée en mars et avril, a contribué à la diminution des stocks américains de distillats. Ces faibles niveaux de stocks ont à leur tour contribué à augmenter les marges de raffinage, tandis que le niveau élevé des prix du pétrole brut et des marges de raffinage a alimenté la hausse des prix du diesel.

Brèves

- Le Département d'Etat a [annoncé](#) le 23 septembre l'établissement d'un plan de mise en œuvre entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud destiné à soutenir le protocole d'accord (MOC) sur le déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR) dans d'autres pays, que les trois participants ont signé à Ankara le 7 juillet dernier. Un cadre de coopération entre GE Vernova (États-Unis), Hitachi (Japon), Samsung C&T (République de Corée) et SGE (Pologne) afin de favoriser le déploiement du SMR BWRX-300 à travers l'Europe a également été signé.

Transport et infrastructure

7. Le président D. Trump affirme son opposition à « une taxe carbone mondiale » sur le transport maritime

Lors de son discours devant la 81^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies, le 22 septembre, le président Donald Trump a [réaffirmé](#) son opposition à l'instauration de taxes mondiales. Il a

notamment critiqué les travaux de l'Organisation maritime internationale (OMI) et s'est félicité que son administration soit intervenue l'année précédente pour empêcher la mise en place d'une « taxe carbone mondiale » sur le transport maritime (ndlr, le cadre Net-Zero de l'OMI qui prévoit une norme mondiale sur les carburants ainsi qu'un mécanisme de tarification des émissions de gaz à effet de serre). Il estime le dispositif susceptible d'augmenter les coûts du transport maritime international de 10 à 20 % voire davantage. Il a conclu qu'« il n'y aura pas de taxes mondiales » sous sa présidence.

Brèves

- Le secrétaire américain aux Transports et l'administrateur fédéral de l'aviation (FAA) ont [annoncé](#) le 21 septembre le déploiement progressif et limité d'un nouvel outil de contrôle du trafic aérien : le logiciel Strategic Management of Airspace, Routes and Trajectories (SMART). Le moteur de SMART, supporté par l'Intelligence artificielle, synthétise de nombreuses données pour fournir une visualisation complète de la destination des avions, de la quantité de trafic que le système peut supporter, et des endroits où la congestion ou la météo pourraient poser problème. Il est attendu de SMART une optimisation de l'espace aérien susceptible notamment de réduire les retards et annulations.

Industrie

Brèves

- La fédération représentative de l'Oil & Gas aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), [avertit](#) que des restrictions d'exportations de diesel américain seraient contreproductives, alors que des représentants républicains exercent une pression croissante sur l'exécutif pour aboutir à de telles restrictions dans un contexte de flambée des prix. L'API indique que supprimer l'offre américaine, qui correspond à près de 20% de l'offre mondiale, aurait pour effet de faire grimper davantage les prix.
- Le 23 septembre, McDonald's a [dévoilé](#) un plan de soutien de 8,5 milliards de dollars à ses franchisés d'ici 2036, destiné à moderniser les restaurants dans le cadre de sa stratégie « NEXT ». Le PDG Chris Kempczinski a averti que la fréquentation resterait plate tant que l'inflation resterait élevée, qualifiant celle-ci de « nouvelle réalité opérationnelle »

— un discours qui a fait chuter l'action de plus de 6%, les investisseurs redoutant un redressement plus long que prévu.

- Le 23 septembre, d'après Reuters, les investissements privés dans le spatial ont [atteint](#) 23 milliards de dollars dans le monde sur l'année écoulée à fin juin, plus du double des 9,7 milliards enregistrés un an plus tôt, selon un rapport de l'assureur Relm Insurance et du fonds britannique Seraphim. L'introduction en Bourse de SpaceX en juin a bouleversé le paysage du financement du secteur, attirant de nouveaux investisseurs en quête du prochain acteur spatial capable d'un succès comparable. Le rapport souligne un basculement du capital vers des entreprises capables de prouver leur rentabilité opérationnelle plutôt que leur seule promesse, notamment dans l'observation de la Terre, la fabrication en orbite et les chaînes d'approvisionnement satellitaires — un secteur qui, selon Relm, passe désormais du « battage médiatique à la réalité commerciale ».

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 21 septembre, Paramount Skydance a [annoncé](#) être parvenu à un accord avec les procureurs généraux des 12 États plaignants, menés par la Californie, qui contestaient son rachat à 110 milliards de dollars de Warner Bros. Discovery. Cet accord met fin au litige qui menaçait de repousser la clôture de la fusion à mi-2027 et permet désormais à l'opération de suivre son cours.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA dévoile l'American Biofuels Trade Outlook

L'U.S. Department of Agriculture (USDA) a dévoilé, le 16 septembre, l'[American Biofuels Trade Outlook](#), un plan destiné à la promotion et à la valorisation des carburants d'origine végétale. S'appuyant sur les résultats record de la récolte de 2025, le plan s'articule autour de 4 thèmes : i) la proportion d'éthanol dans les carburants routiers, ii) la levée des restrictions liées à l'usage de biocarburants, iii) l'accès à de nouveaux marchés à l'international, enfin, iv) l'accroissement des

opportunités de marché grâce aux organisations internationales en place. L'année 2025 a été une année d'abondance, avec 2,2 milliards de gallons [exportés](#) dans le monde entier, pour un montant de 4,7 Md USD. Avec de telles performances agricoles, les Etats-Unis conservent nettement leur leadership mondial dans la production et l'exportation d'éthanol.

9. Publication du Code alimentaire 2026 de la FDA

La *Food and Drug Administration* (FDA) vient de publier le [Code alimentaire 2026](#), recueil sur lequel peuvent s'appuyer les autorités des Etats fédérés ou locales, en charge de la sécurité sanitaires des aliments, pour réglementer la distribution au détail ou la remise directe de denrées alimentaires, que ce soit en supermarché, dans les restaurants commerciaux, ou encore en restauration collective (maisons de retraite, par exemple). Les éléments qui sont contenus sont fondés sur la science. Entre 1993 et 2001, le Code alimentaire a été publié tous les deux ans. Avec le soutien de la [Conference for Food Protection](#) (CFP), la FDA a décidé de passer à une fréquence d'édition quadriennale. Entre deux publications du Code dans sa version complète, la FDA peut éditer un supplément mettant à jour, modifiant ou clarifiant certaines dispositions. Le Code alimentaire 2026 est la dernière édition complète publiée par la FDA.

Brèves

➤ Conférence annuelle de la NASDA à Portland (Maine)

Du 13 au 16 septembre, s'est tenue la [conférence annuelle](#) de la *National Association of State Departments of Agriculture* (NASDA), à Portland, dans le Maine. Traditionnellement, la conférence annuelle se tient dans l'Etat qui assure la présidence (d'un an) de l'association. Au programme des thématiques abordées, figuraient le développement rural, les systèmes alimentaires résilients, le renouvellement des générations, les défis sanitaires et phytosanitaires pour les élevages et les cultures, mais aussi le commerce international. La conférence eut comme point d'orgue l'intervention de la Secrétaire à l'agriculture, Brooke ROLLINS, venue défendre le bilan d'un an et demi de politique agricole au service des agriculteurs américains, rappeler l'abondance des récoltes en 2025, la dérégulation au profit de la performance, l'efficacité des équipes de l'USDA pour combattre les fléaux - à l'instar du parasite des bovins, le *New World Screwworm*, apparu en juin dernier au Texas -, enfin souligner l'accroissement des exportations agricoles et l'accès à de nouveaux marchés. La NASDA avait convié les conseillers agricoles des ambassades sises à Washington, pour leur faire découvrir la diversité de

l'agriculture, de la pêche et de l'industrie forestière de l'Etat du Maine.



Numérique et innovation

Brèves

- À l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, l'administration américaine et les dirigeants des grands laboratoires du pays ont défendu des positions opposées sur l'IA. Le 22 septembre, devant l'Assemblée, le président Donald Trump a écarté l'idée d'un organe international de supervision de l'IA, dénonçant « toute tentative de bâtir un dispositif mondialiste de contrôle » de la technologie. Il a estimé que la menace qu'une IA échappe à la maîtrise humaine était un « hoax », affirmé que les États-Unis distançaient largement la Chine, et jugé qu'une réglementation compromettrait cette avance. Le lendemain, devant le Conseil de sécurité, les dirigeants d'OpenAI, Sam Altman, et d'Anthropic, Dario Amodei, ont au contraire plaidé pour une coopération internationale face aux risques que l'IA ferait peser sur l'humanité. Tous deux ont appelé à des normes communes pour parer à l'éventualité de modèles capables de s'améliorer seuls et d'échapper au contrôle humain, et faveur d'une remontée rapide des incidents liés à l'IA, estimant par ailleurs que les États devaient être associés aux décisions aux côtés des entreprises.

10. Une requête dans le cadre du Freedom of Information Act dévoile partiellement le contenu des accords de Pfizer et Eli Lilly avec l'administration américaine

Le 19 septembre, l'organisation de défense des consommateurs Public Citizen a [publié](#) une analyse de documents obtenus auprès des Départements de la Santé (HHS) et du Commerce dans le cadre du *Freedom of Information Act* (FOIA), portant sur les accords de prix dits de la « nation la plus favorisée » (MFN) conclus avec Pfizer et Eli Lilly. Il s'agit des premiers accords de ce type rendus publics parmi les 26 annoncés par l'administration. Les documents, qui représentent près de 120 pages, demeurent toutefois largement expurgés, notamment sur les médicaments couverts, certaines modalités de calcul des prix et les contreparties accordées aux laboratoires.

Les pièces publiées montrent d'abord que les annonces initiales de 2025 précédaient la conclusion des accords définitifs. Pfizer avait annoncé un accord avec l'administration le 30 septembre 2025 et Eli Lilly le 6 novembre, mais leurs accords définitifs avec le HHS n'ont été signés que plusieurs mois plus tard.

Ensuite, l'accord Pfizer précise qu'en cas de contradiction, ses dispositions prévalent sur celles du modèle GENEROUS de CMS, qui doit permettre aux États volontaires d'obtenir des prix MFN dans Medicaid. Les conditions suivant lesquelles les laboratoires ayant conclu des accords pourraient être exemptés d'application des modèles GLOBE et GUARD, permettant l'application de prix MFN dans le cadre de Medicare, sont aussi incertaines au regard des parties non expurgées des documents.

Public Citizen relève aussi plusieurs dispositions susceptibles d'affecter la détermination du prix de référence américain. L'accord d'Eli Lilly prévoit notamment qu'un prix pratiqué dans un pays de référence peut être écarté du calcul MFN si l'entreprise cesse d'y commercialiser le médicament et en informe l'administration américaine. L'accord Pfizer prévoit de son côté un mécanisme par lequel une partie de l'augmentation des revenus nets réalisée à l'étranger à la suite de hausses de prix pourrait être reversée au gouvernement américain. Selon Public Citizen, ces clauses peuvent créer une incitation à relever les prix ou à limiter l'offre dans certains marchés étrangers plutôt qu'à aligner directement les prix américains sur les prix internationaux les plus faibles.

L'analyse souligne également une exception concernant les traitements GLP-1 d'Eli Lilly. L'accord met en place un dispositif

spécifique, BALANCE, prévoyant notamment un prix négocié de 245 \$ pour certains traitements, plutôt que leur inclusion systématique dans le mécanisme de référence internationale de GENEROUS. Une estimation non officielle citée par Public Citizen évalue entre 1 et 1,7 Md\$ la diminution potentielle des économies de GENEROUS lors de sa première année si les principaux GLP-1 de Lilly et Novo Nordisk en étaient exclus, soit 12 à 20 % d'une estimation initiale de 8,6 Md\$ d'économies.

11. Le Département du Commerce précise les modalités d'application d'exemptions de droits 232 pour certains médicaments importés

Le 23 septembre, soit quelques jours avant l'entrée en vigueur des droits de douane de Section 232 sur les médicaments brevetés pour l'ensemble des importateurs (29 septembre), le Département du Commerce a [publié](#) une notice précisant les définitions, les juridictions éligibles et les procédures permettant aux importateurs de bénéficier du taux nul sur certains médicaments dits « de spécialité » au titre de la Proclamation présidentielle 11020 du 2 avril 2026.

Le document rappelle d'abord que différents taux de droits 232 s'appliquent pour certaines juridictions, bénéficiant d'un taux préférentiel aux termes de leurs accords conclus avec les Etats-Unis (cas de l'Union européenne avec un taux de 15%, au lieu de 100%), et pour certains laboratoires signataires d'accords avec l'administration américaine (cas de 26 entreprises pharmaceutiques à jour, avec un taux de 0%).

Le document définit ensuite les catégories de médicaments éligibles au taux zéro hors situations de traitement préférentiel susmentionnées : traitements indiqués contre les maladies orphelines, médicaments nucléaires, thérapies dérivées du plasma, médicaments de fertilité, thérapies cellulaires, thérapies géniques, conjugués anticorps-médicaments (ADC), contre-mesures médicales contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, et produits de santé animale. Il précise aussi la liste exacte des 20 juridictions dont les produits relevant de ces catégories bénéficient automatiquement du taux zéro : Argentine, Bangladesh, Cambodge, Équateur, El Salvador, Union européenne, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Malaisie, Macédoine du Nord, République de Corée, Suisse et Liechtenstein, Taïwan, Thaïlande, Royaume-Uni et Vietnam.

Pour les produits ne relevant pas de ces juridictions, les entreprises peuvent demander au Département du Commerce de déterminer si l'importation répond à un besoin de santé urgent aux États-Unis, en

soumettant une demande distincte par produit au Département du Commerce, incluant la classification tarifaire à dix chiffres du produit, le ou les principes actifs, les pays d'origine et d'exportation, l'importateur de référence, le fabricant et la justification du besoin de santé urgent. Le Département du Commerce rendra des décisions individuelles produit par produit et entreprise par entreprise, en consultation avec le Bureau du Représentant au Commerce (USTR) et le Département de la Santé (HHS), et transmettra les décisions favorables à la douane américaine (CBP) pour application au moment du dépôt des déclarations d'entrée.

Brèves

- Le 13 septembre, des chercheurs de Mass General Brigham ont [publié](#) dans la revue scientifique The Lancet une étude selon laquelle les modèles MFN GLOBE et GUARD, appliqués à près de 200 médicaments coûteux couverts par Medicare Parts B et D, pourraient réduire les dépenses nettes de Medicare d'environ 11,6 Md\$ par an, soit 16 à 18 %, en alignant les prix américains sur le prix le plus bas observé parmi 19 pays de référence. Les chercheurs estiment toutefois que les accords individuels conclus entre l'administration et les laboratoires pourraient réduire fortement ces économies si les entreprises signataires sont exemptées des modèles MFN : l'exclusion des 17 premiers signataires diminuerait les économies projetées de 71,3 %, et celle des neuf entreprises supplémentaires annoncées le 31 août porterait cette réduction cumulée à environ 80 %. L'étude souligne également qu'un alignement sur les prix internationaux pourrait exercer des effets sur les marchés étrangers, le pays servant de référence représentant, pour 73,2 % des médicaments étudiés, des ventes annuelles inférieures aux économies potentielles réalisées par Medicare.
- Le 22 septembre, neuf groupes pharmaceutiques européens (AstraZeneca, Boehringer Ingelheim, Chiesi, Ipsen, GSK, Novo Nordisk, Novartis, Roche et Sanofi) ont [publié](#) une lettre ouverte appelant les gouvernements européens à renforcer l'attractivité du continent pour les investissements pharmaceutiques dans le contexte des mesures mise en œuvre notamment par les Etats-Unis et la Chine. Les signataires soulignent que la part de l'Europe dans la R&D pharmaceutique mondiale est passée de 43 % en 1990 à 31 % aujourd'hui, tandis que sa part des essais cliniques commerciaux a été divisée par deux en dix ans, à 9 %. En conséquence, 40% des nouvelles thérapies approuvées ne seraient jamais rendues accessibles aux patients européens. Pour remédier à cette tendance, ils appellent notamment à

accélérer les essais cliniques, renforcer la protection de la propriété intellectuelle et moderniser les systèmes d'évaluation et de financement des médicaments innovants. La lettre estime qu'un rattrapage du retard européen sur les États-Unis et la Chine dans les essais cliniques pourrait générer 53 Md€ d'activité et 82 000 emplois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)